

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 16/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHRISTIAN RECUPER

54 chemin des Sirettes
78710 Rosny-Sur-Seine

Code AIOT : 0006515101

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement CHRISTIAN RECUPER implanté ZA des Marceaux, rue Gustave Eiffel 78710 Rosny-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHRISTIAN RECUPER
- ZA des Marceaux, rue Gustave Eiffel 78710 Rosny-sur-Seine
- Code AIOT : 0006515101
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société « CHRISTIAN RECUPER » exploite un centre de traitement des Véhicules Hors d'Usage (VHU) qui a été autorisé par arrêté préfectoral du 7 juin 2011 modifié le 17 juin 2011, le 16 octobre 2014 et le 7 juin 2017. Elle a reçu par arrêté préfectoral du 7 juin 2017 l'agrément « démolisseur » n° PR 78 00019 D.

A noter que le montant des garanties financières étant inférieur au seuil de 100 000 euros, la société « CHRISTIAN RECUPER » n'a pas été dans l'obligation d'en constituer.

L'exploitant CHRISTIAN RECUPER exerce des activités suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2712-1b	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. 1. Dans le cas de véhicule terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : b) supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 30 000 m ²	entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage	surface	≥ 1 00m ²	600 m ²
2713-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712 La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ²	transit, regroupement ou tri de métaux	surface	≥ 1 000 m ²	7 350 m ²
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	Stockage de batteries	quantité susceptible d'être présente	≥ 1 t	30 t
2663-2	NC	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) 2. dans les autres cas et pour les pneumatiques	2 bennes de 40 m ³ de pneus usagés	volume susceptible d'être stocké	≥ 1 000 m ³	80 m ³
4725	NC	Oxygène	Stockage de 1,7 tonne d'oxygène	quantité totale susceptible d'être présente	≥ 2 t	1,7 t
4734-2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages :	10 m ³ de fioul domestique (8,4 t)	La quantité totale susceptible d'être présente :	≥ 50 t	8,4 t

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
4734-1	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :	20 m ³ de gazole (16,8 t)	quantité totale susceptible d'être présente	≥ 50 t	16,8 t
1434-1	NC	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de réceptacles mobiles, le débit maximum de l'installation étant	2 pompes de fioul domestique	débit maximum	≥ 5 m ³ /h	60 m ³ /an 0,4 m ³ /h
4331	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	400 l de lave-glace (0,384 t)	quantité totale susceptible d'être présente	≥ 50 t	0,384 t
1435	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :	Distribution de gazole pour les camions de l'exploitation	Volume annuel	> 500 m ³ /an	150 m ³ /an

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Agrément VHU	AP Complémentaire du 07/06/2017, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Durée d'entreposage des VHU terrestres avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Situation administrative	AP Complémentaire du 07/06/2017, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Exploitation de l'atelier de dépollution et de démontage	AP Complémentaire du 16/10/2014, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Exploitation de l'atelier de dépollution et de démontage	AP Complémentaire du 16/10/2014, article 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Entreposage de pièces graisseuses.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.III	Sans objet
7	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	Sans objet
9	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place un suivi plus rigoureux des quantités stockées sur site (déchets, oxygène, VHU).

L'exploitant doit également mettre en place des mesures pour que son stockage de pneumatique respecte la quantité maximale autorisée.

Enfin, l'exploitant doit s'assurer que les poteaux incendie desservant le site disposent bien du débit nécessaire.

Actuellement, les activités listées au § 1) du présent rapport sont autorisées sur les parcelles 1299 section K et 1483 section K de la commune de Rosny-sur-Seine. Lors de l'inspection d'octobre 2024, il a été constaté sur la parcelle adjacente n°1482 section K, la présence de poids lourds en attente de dépollution stockés sur terrain nu et un stockage sans protection des sols et des intempéries de ballasts de chemin de fer contenant potentiellement de la créosote. Il a été indiqué à l'exploitant que les parcelles 1483 et 1482 étaient situées dans le périmètre de protection rapproché des captages AEP de la commune de ROSNY SUR SEINE et de BUCHELAY (captages AEP concernés P1 / P2 / PGR / Malassis / Perruches). Par conséquent, l'exploitant s'est engagé immédiatement à traiter des poids lourds en attente de pollution dans la zone dédiée aux VHU et à éliminer les ballasts ou les mettre à l'abri dans le hangar.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Agrément VHU

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/06/2017, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Agrément
Prescription contrôlée : <p>La société « CHRISTIAN RECUPER » est agréée, pour une durée de 6 ans à compter de la date de notification du présent arrêté, en tant que centre de véhicules hors d'usage (VHU) pour effectuer la dépollution et le démontage d'au maximum 1 800 VHU par an sur son site Rue Gustave Eiffel, ZA des Marceaux, à Rosny-sur-Seine (78 710).</p> <p>Le bénéficiaire de l'agrément doit satisfaire les dispositions fixées par :</p> <ul style="list-style-type: none">- les articles R.543-153 et suivants du code de l'environnement ;- l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage des véhicules hors d'usage ;- le cahier des charges annexé au présent arrêté. <p>Cet agrément est délivré, suspendu ou retiré selon les modalités prévues aux articles R515-37 et R515-38 du code de l'environnement.</p> <p>L'autorisation préfectorale vaut agrément dans la limite ci-dessous : voir tableau article 2 de l'AP Complémentaire du 07/06/2017</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que chaque nouveau véhicule hors d'usage (VHU) entrant sur le site est automatiquement enregistré sur l'outil de gestion dédié (Ecorec). L'exploitant effectue un contrôle visuel du véhicule puis délivre ensuite les certificats de cession et de destruction du véhicule.</p> <p>Les informations concernant chaque VHU sont notifiées dans la fiche de suivi de chaque véhicule.</p> <p>L'équipe d'inspection constate que le registre relatif à l'état des stocks précise pour chaque conteneur référencé :</p> <ul style="list-style-type: none">- le type de flux (entrée ou sortie) ;- les références du client (nom, code client, le n° SIRET et le n° de la pièce d'identité présentée) ;- la date d'enregistrement (correspondant à la date d'entrée sur site) ;- le n° du bon de suivi de destruction ;- la description des marchandises entrant sur le site ;- la plaque d'immatriculation ;- le n° de facture. <p>L'exploitant précise également qu'une mise à jour informatique effectuée en début de semaine (mi-octobre) affecte le fonctionnement du logiciel.</p> <p>Ainsi l'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'inspection des installations classées l'état des matières stockées sur site mis à jour à chaque instant, ni au jour de l'inspection, ni sur la semaine précédant l'inspection, ni depuis le 1^{er} janvier 2024, ni sur l'année 2023.</p> <p>Pour les mêmes raisons, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'inspection des installations classées le suivi des VHU présents sur le site pour la semaine précédant l'inspection, ni sur les semaines précédentes.</p>

Lors de la présentation par l'exploitant de l'outil de suivi des matières dangereuses, l'équipe d'inspection constate que le logiciel ne fournit pas directement un état des stocks clair. L'équipe d'inspection constate que pour les VHU, le logiciel affiche la liste des VHU entrants sur le site sur la période donnée et affiche la liste des VHU sortants sur le site sur cette même période. De ce fait l'exploitant doit calculer les quantités de marchandises présentes sur le site et les quantités de marchandises traitées, afin de connaître la quantité présente sur site.

L'équipe d'inspection constate que sur l'outil SYDEREP, depuis le 1^{er} janvier 2024, 1102 VHU sont enregistrés comme ayant été pris en charge c'est-à-dire qu'ils sont entrés du site. Or l'équipe d'inspection constate que 1178 VHU sont enregistrés comme étant sortis du site, soit 1,16223 tonnes. L'équipe d'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que l'état des matières indiqué sur l'outil SYDEREP prend en compte les reliquats de l'année 2023.

L'équipe d'inspection constate que l'outil affiche pour l'année 2023 : 1575 VHU entrants sur site et pris en charge vs 1416 VHU sortants du site.

L'équipe d'inspection constate que d'après les dires de l'exploitant, aucun véhicule au GPL n'est accepté sur le site, tout comme les véhicules à hydrogène, les véhicules électriques et les véhicules en attente d'expertise.

L'exploitant précise à l'équipe d'inspection que le site traite chaque année une quinzaine de poids lourds et occasionnellement des véhicules 2 roues.

Conclusions :

L'exploitant doit justifier à l'inspection qu'il est en capacité d'avoir accès à son état des stocks à chaque instant. L'outil de gestion Ecorec doit également être en capacité de mentionner si les VHU ont été traités en précisant la date de dépollution.

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées l'état des matières stockées sur site sur l'année 2023 et 2024. Il vérifiera la concordance des données entre les différents outils (SYDEREP, Ecorec)

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le bilan des VHU entrants et sortants sur l'année 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Durée d'entreposage des VHU terrestres avant dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.1
Thème(s) : Situation administrative, Durée d'entreposage des VHU terrestres avant dépollution
Prescription contrôlée : <p>Les véhicules accidentés ou présentant un risque d'incendie, entiers ou non, sont entreposés dans une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries de puissance et de démarrage. Les autres véhicules ne peuvent être entreposés dans une zone de stockage temporaire. » (applicable à compter du 1er janvier 2025)</p> <p>L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).</p> <p>Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.</p> <p>L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- pour tous les véhicules hors d'usage, la batterie de démarrage est déconnectée dès réception du véhicule hors d'usage puis enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ; <p>[...]</p> <p>La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Pour les mêmes raisons évoquées au point de contrôle précédent (mise à jour informatique effectuée au début de semaine de l'inspection qui affecte le fonctionnement du logiciel), l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier à l'inspection des installations classées que les véhicules hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois sur son site.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'équipe d'inspection constate qu'environ une dizaine de VHU en attente de dépollution sont entreposés sur une dalle étanche, sur une zone distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation.</p> <p>L'exploitant précise à l'inspection que lorsqu'un VHU est pris en charge sur le site, la batterie de démarrage est déconnectée puis retirée du véhicule hors d'usage au plus tard dans les jours qui suivent.</p> <p><u>Conclusions :</u></p> <p>L'exploitant doit justifier à l'inspection des installations classées que les VHU non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois sur le site de Rosny sur Seine.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/06/2017, article 4						
Thème(s) : Situation administrative, situation administrative						
Prescription contrôlée :						
L'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire N°2014289-003 du 16 octobre 2014 relatif à la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est remplacé par :						
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
4725	NC	Oxygène	Stockage de 1,7 tonne d'oxygène	quantité totale susceptible d'être présente	≥ 2 t	1,7 t
Constats :						
L'exploitant a indiqué qu'il ne réalise pas de suivi de la quantité d'oxygène stockée sur site.						
Lors de la visite sur site, l'équipe d'inspection a constaté la présence de :						
<ul style="list-style-type: none">- 7 cadres de 16 bouteilles d'oxygène provenant de la société Linde. La plaque d'identification du cadre n° C1607179 indique les informations suivantes : pression d'utilisation de 200 bars, pression d'essai de 300 bars, capacité de 800L, tare 1049 kgs, masse maximale admissible au remplissage 1279 kgs ;- 4 cadres de 14 bouteilles d'oxygène provenant de la société Messer. La plaque d'identification du cadre n°G10210737 indique les informations suivantes : pression d'utilisation de 200 bars, pression d'essai de 300 bar, capacité de 900L, tare 1499 kgs, masse maximale admissible au remplissage non renseignée.						
L'exploitant précise que les opérateurs du site disposent d'un manomètre leur permettant d'identifier les bouteilles vides des bouteilles remplies. L'exploitant ne précise pas ce qu'il en est du suivi du remplissage des bouteilles.						
L'équipe d'inspection constate l'absence d'un mur en parpaing de 3,2 mètres de hauteur et 8 mètres de longueur séparant la zone de stockage de l'oxygène des zones de stockage de ferrailles et de métaux. Ce mur était un engagement de l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance de 2017.						
L'équipe d'inspection constate que ces deux zones sont éloignées l'une de l'autre de plusieurs mètres.						
Conclusions :						
L'exploitant doit mettre en place un suivi de la quantité d'oxygène stockée sur site.						
Il doit justifier que ces quantités sont constamment inférieures aux quantités maximales autorisées de 1190 m ³ soit 1,7 tonnes d'oxygène.						
L'exploitant doit mettre en place le mur en parpaing conformément à ses engagements, ou apporter les justificatifs nécessaires démontrant que l'absence de ce mur n'aggrave pas les risques.						
Type de suites proposées : Avec suites						
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant						
Proposition de délais : 3 mois						

N° 4 : Exploitation de l'atelier de dépollution et de démontage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/10/2014, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets dangereux

Prescription contrôlée :

L'article 8.1.3 « Exploitation de l'atelier de dépollution et de démontage » de l'arrêté n° 2011158-0003 du 7 juin 2011 est remplacé par le suivant :

L'auvent de dépollution ne renferme aucun appareil de chauffage à feu nu. Il est interdit d'y fumer, cette interdiction est affichée de manière visible quel que soit le point d'entrée sous l'auvent.

Les stockages permanents de liquides inflammables et l'aire de remplissage des chariots de manutention, sont éloignés d'au moins 10 mètres des zones de l'atelier où sont réalisés les travaux de dépollution ou pouvant occasionner des points chauds.

Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention. Les pièces graisseuses sont entreposées dans des lieux couverts.

Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés.

Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné, et toute autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention.

Les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchet, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Type de déchets	Quantité maximale sur site
Déchets non dangereux	80 m ³ de pneumatiques usagés
Déchets dangereux	70 litres d'huiles usagées et liquide de frein
	1000 litres de liquide de refroidissement et lave-glace
	30 tonnes de batteries usagées
	2 * 1000 l de carburant souillé
	350 kg de pots catalytiques
	38 kg de fluides frigorigènes
	420 litres de filtres usagés

[...]

Les opérations de dépollution des véhicules GPL sont réalisées sous la responsabilité de l'exploitant, par une société spécialisée agréée. Lors de ces opérations, des dispositions spécifiques sont prises pour éviter toute fuite de gaz d'une part, et la présence de source d'inflammation d'autre part. Ces opérations sont réalisées sous l'auvent de dépollution. »

Constats :

Lors de la visite du site, l'équipe inspection constate l'absence d'affichage de consignes relatives à l'interdiction de fumer sous l'auvent de dépollution.

L'équipe d'inspection constate que les lieux de stockages permanents de liquides inflammables et l'aire de remplissage des chariots de manutention, sont éloignés d'au moins 10 mètres des zones de l'atelier où sont réalisés les travaux de dépollution ou pouvant occasionner des points chauds.

L'équipe d'inspection constate également que les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention.

L'équipe d'inspection constate que les pièces graisseuses sont entreposées sur des rayonnages installés sur la dalle étanche du site et qu'un toit est installé de manière à protéger les pièces graisseuses des intempéries.

L'équipe d'inspection constate que les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des PCB et des PCT sont entreposés dans des conteneurs appropriés sous l'auvent.

Les fluides extraits des VHU (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné, et toute autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention.

L'équipe d'inspection constate que l'exploitant n'a pas de suivi des quantités de déchets entreposés sur le site mais qu'il peut les estimer en fonction du remplissage des contenants et/ou des alvéoles. L'exploitant précise qu'il passe une commande d'enlèvement des déchets lorsque les contenants et/ou alvéoles atteignent un taux de remplissage fixé.

L'équipe d'inspection constate que :

- les huiles et liquides types liquides de freins sont évacuées du site tous les 2,5 à 3 mois par la société Sevia ;
- les hydrocarbures et carburants souillés sont évacués par la SNAD, société qui vidange également le débourbeur ;
- les batteries sont évacuées par les sociétés Ecobat et Epur ;
- les pots catalytiques sont évacués par la société RSP recyclage ;
- les pneus sont évacués par la société ERRP basée en Seine Maritime. L'exploitant informe l'inspection des installations classées qu'elle est confrontée à des difficultés pour faire évacuer les pneus du site de Rosny sur Seine.

L'exploitant précise qu'il reçoit peu de fluides frigorigènes sur le site et qu'ils sont évacués dès que le contenant atteint un taux de remplissage fixé.

L'équipe d'inspection constate par consultation de l'outil Gerep le 22 octobre 2024 que l'exploitant n'a pas déclaré de fluides frigorigènes sur l'année 2023.

L'exploitant n'est pas en mesure de préciser à l'inspection des installations classées, la société qui récupère les filtres usagers.

De même l'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'équipe d'inspection les habilitations/agréments des sociétés précitées.

Conclusions :

L'exploitant doit justifier que les quantités de déchets cités dans l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 octobre 2014, et présents sur site sont constamment inférieures aux quantités maximales autorisées par ce même article.

L'exploitant doit indiquer à l'équipe d'inspection le nom de la société qui récupère les filtres usagers.

L'exploitant doit s'assurer de tenir à la disposition de l'inspection des installations classées les

<p>habilitations/agréments des sociétés qui récupèrent les différents déchets présents sur le site de Ronsy sur Seine.</p> <p>L'exploitant doit afficher des consignes relatives à l'interdiction de fumer sous l'auvent de dépollution.</p> <p>L'exploitant doit déclarer l'intégralité des déchets dans l'application Gerep y compris les fluides frigorigènes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Entreposage de pièces graisseuses.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.III
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage de pièces graisseuses.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. (...)</p> <p>Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection note que lors de l'inspection précédente du 6 octobre 2023, les moteurs issus de l'extraction des pièces de VHU étaient entreposés sur une surface d'environ 40 m². Ce stockage était effectué à même le sol, sur dalle étanche, et n'était pas protégé des intempéries.</p> <p>L'équipe d'inspection constate lors de la visite du 17 octobre 2024 que les moteurs issus de l'extraction des pièces de VHU sont entreposés sur des racks.</p> <p>La hauteur de racks est inférieure à la hauteur de la clôture du site.</p> <p>L'équipe d'inspection constate également que les moteurs sont protégés des intempéries.</p> <p><u>Conclusion</u> : sans observation</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exploitation de l'atelier de dépollution et de démontage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/10/2014, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Déchets non dangereux

Prescription contrôlée :

[...]

Les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchet, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Type de déchets	Quantité maximale sur site
Déchets non dangereux	80 m ³ de pneumatiques usagés
Déchets dangereux	70 litres d'huiles usagées et liquide de frein 1000 litres de liquide de refroidissement et lave-glace 30 tonnes de batteries usagées 2 * 1000 l de carburant souillé 350 kg de pots catalytiques 38 kg de fluides frigorigènes 420 litres de filtres usagés

Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. La quantité entreposée est limitée à 80 m³. Le dépôt est distant de plus de 10 mètres de tout autre bâtiment, dépôt de matières combustibles, ou carcasses de véhicules hors d'usage.

[...]

AM du 26/11/2012 article 41.II :

Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m³ et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.

L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m³, la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation.

Constats :

L'équipe d'inspection note que lors de l'inspection précédente du 6 octobre 2023 il avait constaté que les déchets de pneumatiques étaient stockés en intérieur. Ce stockage était supérieur à 3 mètres de hauteur et n'était pas contenu dans la cellule dédiée, délimité par des murs-méga blocs. L'équipe d'inspection avait également constaté que ces déchets empêchaient de circuler librement dans le hangar et pouvaient gêner l'accès à l'une des sorties du site.

L'équipe d'inspection constate lors de la visite du 17 octobre 2024 que les pneumatiques sont stockés dans une alvéole dédiée située sous le hangar délimitée par des murs-méga blocs, à l'abri des intempéries.

L'inspection constate que la hauteur de stockage des pneumatiques atteint la hauteur des murs des alvéoles et le volume des déchets dépasse la surface des alvéoles.

L'équipe d'inspection constate la présence de quelques pneumatiques sur la dalle bétonnée du site notamment à proximité du broyeur et de l'entrée/sortie de hangar ainsi que dans le bâtiment de l'extension du site correspondant à la parcelle n°1483 de la section K.

Conclusion :

L'exploitant doit s'assurer que les déchets de pneumatiques présents sur le site soient stockés dans l'alvéole prévue à cet effet.

L'exploitant met en place les actions nécessaires afin que la hauteur et la profondeur de stockage des déchets de pneumatiques soient en adéquation avec la cellule de stockage desdits déchets présente dans le hangar. L'exploitant veille à respecter le volume limite de 80 m ³ . L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs associés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; ○ 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres
<p>Constats :</p> <p>L'équipe d'inspection note que lors de l'inspection précédente du 6 octobre 2023 il avait constaté la présence de plusieurs récipients de stockage de différentes substances disposés à même le sol.</p> <p>L'équipe d'inspection constate lors de la visite du 17 octobre 2024 que l'ensemble des contenants de stockage de substances liquides susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sont placés sur des bacs de rétention.</p> <p><u>Conclusion</u> : sans observation</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20.I
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 9 ;- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
Constats : <p>L'équipe d'inspection note que lors de l'inspection précédente du 6 octobre 2023 il avait été constaté la présence de 2 poteaux incendie (un en zone de chalumage et un à l'extérieur du site), et l'absence de bassin de rétention des eaux d'extinction. L'inspection avait constaté la présence d'un dispositif de désenfumage.</p> <p>Lors de la visite du 17 octobre 2024 l'équipe d'inspection constate que le plan d'intervention réalisée par la société Vexin Stop Feu est affiché au niveau de la porte d'entrée de l'accueil et indique l'emplacement de 4 extincteurs à eau pulvérisée, 9 extincteurs à poudre et 5 extincteurs à CO₂. Or l'équipe d'inspection constate que le nombre et les emplacements des extincteurs ne sont pas cohérents sur site par rapport à ce qu'indique le plan d'intervention. Il est notamment précisé sur le plan que le local TGBT est équipé d'un extincteur à poudre et d'un extincteur CO₂. Or lors de la visite sur site, l'équipe d'inspection constate la présence d'un seul extincteur.</p>

L'équipe d'inspection constate que le compte-rendu de maintenance du 22 décembre 2023 indique que la société Eco Sécurité Incendie a procédé à une vérification complète des extincteurs présents sur le site.

L'équipe d'inspection constate que le bon de livraison et facture n°039495 du 22 décembre 2023 indique que la société Eco Sécurité Incendie a procédé au remplacement de 3 extincteurs portatifs poudre de 6 kgs.

L'inspection n'a pas pu s'assurer de la disponibilité du débit nécessaire pour les poteaux incendie.

Conclusions :

L'exploitant doit s'assurer que le nombre d'extincteurs et leur emplacement sont conformes à la réglementation et au plan d'intervention affiché.

L'exploitant doit s'assurer du débit disponible dans les poteaux incendie desservant son site et transmettre les justificatifs à l'inspection. A défaut de disposer du débit nécessaire, l'exploitant met en place une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes, équipée de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h, destinée à l'extinction, accessible en toutes circonstances, et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. En cas de mise en place d'une réserve d'eau supplémentaire, celle-ci devra correspondre aux recommandations du SDIS 78 et être réceptionné par les services de secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Contrat avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1

Thème(s) : Autre, Contrat avec un éco-organisme

Prescription contrôlée :

1. - Au sens du présent article, on entend par :

1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ;

2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes.

1. - Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document

justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.

2. - Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.
3. - Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.
4. - Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Constats :

L'équipe d'inspection constate lors de la visite du 17 octobre 2024 que les DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) sont stockés et entreposés à l'abri des intempéries. L'exploitant précise qu'à chaque arrivée de contenants du platine, le tri des déchets de platine et de DEEE est systématiquement effectué.

L'exploitant indique également à l'inspection des installations classées avoir contractualisé avec l'éco-organisme "Ecosystem" quant à la gestion des DEEE.

Conclusion : sans observation

Type de suites proposées : Sans suite